



Paris le, 22 septembre 2020

Les Fédérations des Finances Solidaires et CGT

A

Monsieur Bruno LE MAIRE

Ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance

139, rue de Bercy
75572 PARIS CEDEX

Monsieur le Ministre

Le 23 septembre doit se tenir le Comité National d'Action Sociale du Ministère.

En l'absence de confirmation et de réception des documents le 9 septembre dernier, nous sommes intervenus auprès des responsables administratifs en charge du dossier pour avoir confirmation de la tenue du CNAS. En même temps, nous avons demandé la transmission des documents y afférant le plus en amont possible, compte tenu des circonstances particulières liées à la crise sanitaire.

Si le même jour, nous avons bien reçu, la convocation et l'ordre du jour, et ce, malgré nos demandes répétées (et uniquement après avoir informé le Secrétariat général de notre demande de report de ce CNAS pour non respect des délais de transmission), les documents ne nous sont parvenus que le 17 septembre (journée de mobilisation interprofessionnelle). Cette transmission tardive ne nous permet pas de préparer efficacement ce CNAS, notamment sur son point 4.

En confirmant le 18 septembre le maintien du CNAS au 23 septembre sans autre explication, le Secrétariat général ne s'y prendrait pas autrement s'il voulait nous conduire à boycotter cette réunion. Ceci n'est pas notre intention. Notre demande de report est au contraire constructive, notamment au regard des nombreuses interrogations suscitées par les documents concernant le point 4. Nous nous étonnons d'ailleurs que l'évolution radicale de l'Action Sociale qui y est proposée, décision éminemment politique, ne bénéficie pas de l'organisation d'une véritable concertation avec les fédérations, ni ne fasse l'objet d'une présentation par vous-même notamment à l'occasion du prochain CTM budgétaire.

C'est pourquoi nos fédérations ne peuvent accepter que ce CNAS scelle le sort de l'Action sociale sans autre discussion. Les agent.e.s du ministère ne méritent pas ce traitement, le dialogue social tant vanté non plus. Nous vous demandons donc le report de ce CNAS et l'organisation d'une rencontre avec vous dans les meilleurs délais.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre considération.

Les fédérations des Finances Solidaires et CGT